



**ARRETE MUNICIPAL**  
REGLEMENTATION D'OCCUPATION  
DU DOMAINE PUBLIC  
REPLACEMENT TRAPPE  
RUE DE LA PORTE D'ANDIN  
DU 31 AOUT AU 09 SEPTEMBRE 2023

N° 130P/2023

Le Maire de la Commune de JOUARS-PONTCHARTRAIN,  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2213-6,  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, Notamment L2125-1,  
Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment l'article L 511-1,  
Vu le Code de la Route, notamment les articles L 411-1 et R 417-10,  
Vu le Code de la voirie routière,  
Vu la demande en date du 22 août 2023, formulée la société SEIP sise Allée des Dévodes 91160 Saulx les Chartreux, d'autorisation d'occupation du domaine public pour effectuer le remplacement d'une trappe au 8 Ter rue de la Porte d'Andin 78760 Jouars-Pontchartrain.  
Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publique,

**ARRETE**

**Article 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire, la SAUR sise 6 rue du Petit Clos 78490 Galluis, est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans la demande :  
Occupation du domaine public pour effectuer le remplacement d'une trappe au 8 Ter rue de la Porte d'Andin 78760 Jouars-Pontchartrain,

La vitesse des véhicules est limitée à 30km/h.

Du 31 août au 09 septembre 2023 inclus,  
A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 : Stationnement et circulation**

Les véhicules en infraction, seront considérés en stationnement gênant, au sens de l'article R.417-10 du Code de la route, et feront l'objet d'une mise en fourrière sur réquisition de la police municipale ou de la gendarmerie.

Le bénéficiaire devra informer les riverains lors de l'intervention, laisser libre au moins le passage des véhicules des riverains le matin et le soir pendant la durée des travaux et devra informer la Communauté des Communes pour ne pas perturber le ramassage des ordures ménagères, des emballages et des déchets verts.

*Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.*



**Article 3 : Sécurité et signalisation de chantier**

Le bénéficiaire devra signaler et sécuriser son chantier conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour **une durée de 10 jours** à compter du **31 août 2023**.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation. En l'absence d'état des lieux initial, le domaine public sera considéré comme ayant été neuf avant usage de l'autorisation d'occupation délivrée.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Jouars-Pontchartrain.

**Article 6 :** Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Jouars-Pontchartrain, le 28 août 2023

LE MAIRE PAR INTERIM

  
Pour le maire,  
Le Maire délégué  
Thomas MENGELLE-TOUYA

*Le destinataire d'une décision qui désire la contester peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.*